

# NRJ

Visée mondiale : nouveau projet de portail sur le sida et le droit	3
Changement   Leon Mar	4
Bravo   Thomas Kerr	5

NOUVELLES du RÉSEAU JURIDIQUE

Numéro 29 | janvier 2008



Johannesburg, Afrique du Sud

## Consultation à Johannesburg sur les droits des femmes

De quoi peut avoir l'air un projet de loi sur la violence domestique, relativement à la protection des droits des femmes dans le contexte du VIH/sida? Quel type de protections procédurales sont nécessaires aux survivantes de violence criminelle, dans le système de justice pénale? Quels programmes sont des exemples de mesures conçues pour protéger la femme contre la violence et contre la transmission du VIH?

Ces questions et d'autres étaient au centre d'une réunion de consultation qui a eu lieu en octobre à Johannesburg, Afrique du Sud. La rencontre de deux jours organisée par le Réseau juridique, et qui faisait partie intégrante de son projet de loi modèle relativement aux droits des femmes, a réuni des expertes et des experts en droits humains, de divers pays d'Afrique subsaharienne, afin de recueillir du feedback au sujet de ce document, avant sa publication.

« La loi modèle se veut un outil de plaidoyer pour les pays en développement et les pays en transition » explique l'analyste principale des politiques Alison Symington, l'une des auteures du document, « donc il est crucial que nous ayons le point de vue de nos collègues qui vivent et travaillent dans la région. »

Après un examen détaillé des deux premiers modules (qui portent sur le viol et l'agression sexuelle, et la violence au foyer), les participant-es ont donné leurs commentaires et suggestions ainsi que des exemples issus de leurs ressorts respectifs, quant à de possibles renforcements des notes et des dispositions proposées. Ils ont aussi développé des stratégies, en vue d'étapes ultérieures et de faire en sorte que ce projet contribue concrètement aux efforts de réforme du droit, actuels ou éventuels.

« Les discussions furent intenses, détaillées, techniques et centrées sur l'expérience des participant-es qui travaillent à ces enjeux sur le terrain, dans leur pays », raconte Alison. « Leur passion et leur enthousiasme – pour leur travail, pour ce projet ainsi que pour l'avancement des droits des femmes – furent contagieux. Réellement, l'expérience a été enrichissante. J'ai très hâte à la prochaine rencontre consultative. »

### APERÇU

- 5 Périscope médias
- 6 Lignes directrices sur les droits humains, adressées aux sociétés pharmaceutiques
- 6 Le Réseau juridique appuie une coalition activiste de la Caraïbe
- 6 Conférence de la Banque mondiale en Ouzbékistan
- 7 Communiquer la réduction des méfaits
- 7 Contrefaçon de stratégie sur la drogue?
- 8 Nouveau ce trimestre





« La loi modèle se veut un outil de plaidoyer pour les pays en développement et les pays en transition ... il est crucial que nous ayons le point de vue de nos collègues qui vivent et travaillent dans la région. »

— Alison Symington, analyste principale des politiques

Une deuxième consultation, en janvier 2008, portera sur les deux autres modules (mariage et divorce, propriété et héritage).

En plus d'aider à raffiner le texte de la loi modèle, la réunion a renforcé les partenariats entre le Réseau juridique et des militants et ONG qui travaillent à l'intersection de la violence sexuelle et du VIH/sida, en Afrique subsaharienne – des partenariats que le Réseau juridique espère voir aboutir à des consultations nationales pour concrétiser des réformes législatives.

L'une de ces collaborations est déjà entamée : à l'issue de la réunion, le Réseau juridique a débuté une collaboration avec le Botswana Network on Ethics, Law and HIV/AIDS (BONELA), portant sur un projet de loi sur la violence domestique, qui a déjà été déposé au Parlement du Botswana.

« À ce moment, le projet devient vraiment vivant », constate Alison, « en stimulant des changements concrets qui contribueront à protéger les femmes, à les habiliter, à faire avancer leurs droits humains en lien avec le VIH/sida ». 

# NRJ

NOUVELLES du RÉSEAU JURIDIQUE

**Rédaction :** Leon Mar

**Collaborateurs :** David Cozac, Richard Elliott, Leon Mar, Vajdon Sohaili, Alison Symington, Leah Utyasheva

**Traduction :** Jean Dussault et Josée Dussault

**Conception graphique :** Leon Mar et Vajdon Sohaili

**Mise en page :** Vajdon Sohaili

## Nouvelles du Réseau juridique

a/s Réseau juridique canadien VIH/sida

1240, rue Bay, bureau 600

Toronto (Ontario) M5R 2A7

**Téléphone :** +1 416 595-1666

**Télécopie :** +1 416 595-0094

**Courriel :** [LNN-NRJ@aidslaw.ca](mailto:LNN-NRJ@aidslaw.ca)

**Internet :** [www.aidslaw.ca/NRJ](http://www.aidslaw.ca/NRJ)

Le Réseau juridique canadien VIH/sida oeuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Le Réseau juridique est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

ISSN 1488-0997

© 2008 Réseau juridique canadien VIH/sida.

Financé par l'Agence de la santé publique du Canada. Les conclusions, interprétations et opinions exprimées dans cette publication relèvent uniquement de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou positions officielles de l'Agence de la santé publique du Canada.



Canadian HIV/AIDS Legal Network	Réseau juridique canadien VIH/sida
--	---

## Dossier | Visée mondiale : nouveau projet de portail sur le sida et le droit

Le Réseau juridique avait réuni plus de 50 experts des quatre coins du monde en matière de VIH/sida et de droits humains, à la veille du XVI<sup>e</sup> Congrès international sur le sida, pour une séance de remue-méninges concernant une plateforme Internet mondiale sur le droit et les droits de la personne dans le contexte du VIH/sida.

À présent, du financement reçu de l'ONUSIDA et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a permis de faire en sorte



et des droits de la personne. »

Pendant la première phase du projet (les prochains 18 mois), David élaborera un plan d'orientation pour ce que l'on entrevoit actuellement comme un portail ou site Internet multilingue qui permettrait aux intéressés – avocats et autres militants, juges et responsables de politiques, par exemple – à l'échelle mondiale, non seulement d'obtenir de l'information sur le droit et les droits humains en lien avec le sida, mais aussi d'enrichir le corpus sur le sujet, grâce à leurs

« Un de nos buts est de susciter dès le départ l'implication de joueurs importants, afin que le service corresponde aux besoins des gens auxquels il est supposé servir, et en quelque sorte qu'il leur appartienne. »

— David Cozac, coordonnateur de projet

que les idées et recommandations formulées lors de cette rencontre satellite se concrétisent.

Ce projet ambitieux deviendra réalité – David Cozac a été tout récemment recruté pour faire partie de l'unité des communications du Réseau juridique, comme coordonnateur à temps plein de ce projet, pour y voir.

« Ce projet pourrait grandir dans toutes sortes de sens », explique initialement ce Torontois qui détient des diplômes de deuxième cycle de l'Université de Windsor et de Queen's. « Mon rôle, pour l'instant, est d'identifier les avenues possibles et de faire en sorte que les orientations choisies correspondent aux besoins des individus et des organismes qui utiliseront cette ressource, dans le monde. »

Apte à communiquer dans trois langues (anglais, français et espagnol) et riche de plus d'une décennie d'expérience de travail dans le domaine des droits humains, David détient des compétences très utiles pour diriger un tel projet. Son travail pour l'Échange international de la liberté d'expression (IFEX), une coalition internationale de quelque 100 groupes qui défendent la liberté d'expression, a contribué à la création d'un site Internet multilingue pour le réseautage, le partage d'information et l'accroissement des capacités.

« L'IFEX réunit des organismes membres et des militants, de partout dans le monde, depuis dix ans », résume David. « En ce sens, je suis d'avis qu'il peut servir de modèle élémentaire pour arriver à combler les lacunes à l'intersection du sida, du droit

propres contributions. À cette fin, un comité consultatif international sera mis sur pied, et le projet sera développé par et pour les dépositaires d'enjeux.

« Le Réseau juridique chapeaute actuellement l'initiative, mais ce sera éventuellement une collaboration mondiale », prévoit David. « Un de nos buts est de susciter dès le départ l'implication de joueurs importants, afin que le service corresponde aux besoins des gens auxquels il est supposé servir, et en quelque sorte qu'il leur appartienne. »

Pour lire le compte-rendu de la réunion satellite sur le sujet à SIDA 2006 (« Réseautage mondial en matière de sida, droit et droits humains »), consultez la page [www.aidslaw.ca/sida2006](http://www.aidslaw.ca/sida2006). **NRJ**

## Changement | Leon Mar

À la fin de décembre, le directeur général Richard Elliott a annoncé la démission de Leon Mar, directeur des communications du Réseau juridique. Avant son départ le 8 février pour l'École d'art et de design de l'Ontario, où il occupera le poste de directeur du marketing et des communications, Leon nous livre ses pensées sur son expérience au Réseau juridique.

Comme je l'ai dit à mes collègues, la décision de quitter le Réseau juridique n'a pas été facile. Tant de choses me manqueront. Le fait de travailler à des communications axées sur des enjeux qui ont un impact direct dans la vie des gens est l'élément qui m'avait initialement

lesquelles je suis particulièrement reconnaissant. Joanne Csete et Richard Elliott, qui se sont succédé à la direction générale du Réseau juridique, ont pris une chance en m'embauchant. Lorsque j'ai postulé, je n'étais pas familier avec le Réseau juridique ni avec le domaine du

Pendant presque tout mon passage au Réseau juridique, Vajdon Sohaili, spécialiste des communications, a été mon bras droit; compétent et patient, il a été mon pilier. Sans lui, j'aurais trouvé beaucoup plus difficile – et beaucoup moins agréable – de surmonter les défis rencontrés dès



« Ce fut une belle expérience d'humilité que de travailler avec des individus aussi intelligents, dévoués et passionnés. »

— Leon Mar

attiré; et cela n'a pas changé pendant mes deux années ici.

Or, comme c'est souvent le cas au sein d'organismes du calibre du Réseau juridique, ce n'est ni la nature du travail ni le poste comme tel qui me manqueront le plus; ce sont les collègues que j'ai eu le privilège de côtoyer. Ce fut une belle expérience d'humilité que de travailler avec des individus aussi intelligents, dévoués et passionnés.

Il y a trois personnes envers

VIH/sida et des organismes à but non lucratif. Joanne et Richard m'ont donné tout le soutien, l'encouragement et le temps dont j'avais besoin pour affronter cette courbe d'apprentissage exigeante; mais surtout, ils m'ont inspiré. Ils sont sans conteste les deux personnes les plus intelligentes pour lesquelles il m'ait été donné de travailler, et deux des meilleurs mentors que j'ai rencontrés dans ma vie. J'espère avoir été à la hauteur de la confiance qu'ils m'ont portée.

le début (et ils furent nombreux). Je suis très fier de ce que nous avons accompli ensemble.

Merci à tous – collègues du bureau de Toronto, membres du conseil d'administration et collaborateurs au sein d'organismes membres à travers le pays. Ce fut un honneur et un plaisir de vous connaître.

*Leon*

## Bravo | Thomas Kerr

Félicitations au président du Réseau juridique, Thomas Kerr, à qui les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) ont décerné leur Prix de l'application des connaissances, en novembre, à Ottawa. Ce prix vise à souligner la contribution exceptionnelle d'un individu ou d'une équipe à un projet de recherche sur la santé visant à faire progresser et à étendre l'application des connaissances.

La recherche du Dr Kerr pour évaluer l'Insite, lieu sécuritaire pour l'injection dans le Downtown Eastside de Vancouver, a grandement contribué au débat universitaire, public et gouvernemental sur l'injection de drogue et le VIH/sida, aux paliers national et international.

« Thomas transpose des recherches

d'avant-garde dans des actions fondées sur des données », a déclaré Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique, dans un communiqué du 20 novembre. « Son travail, son dévouement et son leadership bénéficient à plus de personnes qu'il ne peut l'imaginer. »

Lors de son discours d'acceptation, le Dr Kerr a mis en relief des domaines clés de la santé publique où l'on observe un écart entre les données scientifiques actuelles et les politiques publiques en vigueur.

« Au chapitre de la réponse aux drogues illicites, la situation est des plus inquiétantes », a-t-il déclaré. « Malgré l'existence de 25 études examinées par des pairs qui en documentent les bienfaits, l'Insite demeure l'objet de controverse – et ce, principalement hors



Thomas Kerr, président du Réseau juridique

de la communauté scientifique. »

Il a conclu par un appel passionné au gouvernement fédéral afin qu'il appuie des politiques de santé publique fondées sur des données, ainsi que l'Insite.

Pour lire la biographie de Thomas Kerr, voir [www.aidslaw.ca](http://www.aidslaw.ca) > Le Réseau > Qui sommes-nous > Conseil d'administration. **NRJ**

## PÉRISCOPE MÉDIAS

Quelques faits et chiffres qui présentent un aperçu des activités médiatiques du Réseau juridique entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 décembre 2007.

**48** Nombre de demandes reçues de médias, grands (Presse Canadienne, Associated Press, CBC Newsworld, Radio Canada International) et moins grands (*Eye Weekly* de Toronto et le réseau de télévision TVA), ainsi que les périodiques états-uniens *Drug War Chronicle* et *FDAnews*

**6** Nombre d'entrevues enchaînées en réaction à la Stratégie nationale antidrogue, données par le directeur des communications Leon Mar, dans une période de deux heures, à des émissions de retour à la maison sur CBC Radio One, à Toronto, Ottawa, Victoria, Québec, Whitehorse et Yellowknife

**2** Nombre d'apparitions en direct à la télévision à heure de grande écoute, par des employés du Réseau juridique (le directeur général Richard Elliott sur TVO à l'émission *The Agenda with Steve Paikin* [12 déc.], et le directeur des communications Leon Mar sur le CTV Newsnet [4 oct.])

**5** Nombre de demandes reçues d'émissions radiophoniques de ligne ouverte, à Calgary (AM 770, « *The World Tonight with Rob Breakenridge* »), Winnipeg (CJOB, « *Richard Cloutier Reports* »), Ottawa (CFRA 580, « *Afternoon Edition* ») et Montréal (AM 940, « *The Joe Cannon Show* »)

**9** Augmentation du nombre total de reportages et émissions de nouvelles dans lesquels des employés du Réseau juridique ont été cités, vus et entendus (en comparaison avec le mois précédent)

## Lignes directrices sur les droits humains, adressées aux sociétés pharmaceutiques

En septembre, le directeur général Richard Elliott a participé à une journée de consultation d'experts, à l'Université de Toronto, à propos d'une version préliminaire de lignes directrices des Nations Unies à l'intention des compagnies pharmaceutiques, au sujet des droits de la personne.



« Quelque deux milliards de personnes, dans le monde, n'ont pas accès à des médicaments essentiels », rappelle Richard. « Bien que le droit international sur les droits de la personne fasse des gouvernements les principaux acteurs, au moyen d'obligations légales d'assurer l'accès de toute personne à des médicaments, un facteur critique réside également dans le rôle que joue et devrait jouer l'industrie pharmaceutique pour régler cette iniquité. »

Les 48 lignes directrices – préparées par le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la santé, le professeur de droit Paul Hunt – traitent d'enjeux comme le prix, les pratiques liées à la propriété intellectuelle, l'éthique dans le marketing, les essais cliniques, la corruption, et la recherche et le développement pour les maladies négligées. Le document, quoique

non exécutoire, a pour but d'assister les sociétés pharmaceutiques et les personnes qui en surveillent les actions.

« Les Nations Unies ont enchâssé le droit de toute personne à la plus haute norme de santé qui puisse être atteinte », rappelle Richard. « Ces lignes directrices reconnaissent comment les actions des sociétés pharmaceutiques peuvent être un catalyseur ou une embûche, dans la quête d'une réalisation à part entière de ce droit. »

Une version révisée des lignes directrices, où seront intégrées les recommandations formulées à la consultation, a été déposée à l'Assemblée générale de l'ONU à la fin d'octobre, pour commentaires; la version finale est attendue en 2008.

*Pour lire les lignes directrices (en anglais seulement), voir [www2.ohchr.org/english/issues/Health](http://www2.ohchr.org/english/issues/Health).*

## Le Réseau juridique appuie une coalition activiste de la Caraïbe

En septembre, le directeur général Richard Elliott a co-animé en République dominicaine un atelier à l'intention de militants du domaine du VIH et des droits humains de nombreux pays de la Caraïbe, en compagnie de Mme Veronica Cenac, ancienne membre du conseil d'administration et conseillère juridique bénévole de l'AIDS Action Foundation, à Sainte-Lucie.

La rencontre de trois jours était organisée par le bureau régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les Caribbean Vulnerable Communities (CVC), une coalition d'organismes et d'individus œuvrant à des services de prévention, de soins, de traitement et de soutien pour le VIH fondés sur les

droits.

« Nous avons accueilli des participants d'une dizaine de pays », signale Richard. « Ils sont venus s'y renseigner sur le droit régional et international des droits humains et discuter des enjeux liés au VIH et aux droits humains dans leurs pays. »

L'atelier a mis à profit des études de cas sur l'accès aux traitements anti-VIH/sida ainsi que sur les droits des travailleuses et travailleurs sexuels, des personnes qui utilisent des drogues, des détenus et des personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles et transgenre, pour stimuler la discussion au sujet de stratégies de plaidoyer aux paliers régional et national, dans la Caraïbe.

« Le but ultime est de mettre sur pied un groupe de travail sur les droits humains, au sein des CVC, pour amorcer une réponse aux défis juridiques et de droits humains liés au VIH », explique Richard.

*Pour plus d'information sur les CVC, voir [www.cvccoalition.org](http://www.cvccoalition.org).*

## Conférence de la Banque mondiale en Ouzbékistan

En octobre, l'analyste principale des politiques Leah Utyasheva a présenté un exposé dans le cadre de la Consultation inter-pays sur le VIH et l'injection de drogue, à Tashkent, en Ouzbékistan.

Organisée par la Banque mondiale, la rencontre de deux jours donnait suite à une série d'études sur des populations vulnérables à l'usage de drogue et à l'infection par le VIH, au Kirghizstan, au Tadjikistan, en Ouzbékistan et en Afghanistan. Menées conjointement par la Banque mondiale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ces études ont aussi évalué les connaissances, attitudes et pratiques en lien avec le VIH/sida

parmi ces populations. Les participants, qui incluaient de hauts dirigeants d'agences de contrôle des drogues, des avocats, des médecins examinateurs et des décideurs des quatre pays, ont examiné les résultats de la recherche et discuté des implications pour l'Asie centrale et du Sud.

Dans son exposé, Leah a proposé de possibles approches à la réforme du droit dans le contexte du VIH/sida et de l'usage de drogue.

« Tous ont convenu que des cadres légaux judiciaires sont essentiels à lutter contre le VIH/sida », note Mme Utyasheva. « En particulier, ils ont mis en relief la nécessité d'une réforme du droit entourant le stigmatisation et la discrimination à l'endroit de groupes vulnérables. »

Plusieurs participants ont aussi souligné l'importance de l'examen actuel des lois dans les pays de l'Asie centrale, parrainé par l'ONUSIDA. Avec la participation du Réseau juridique à titre de consultant expert, ce projet vise à déterminer comment les lois existantes affectent l'accès aux programmes de prévention et de traitement parmi les communautés vulnérables.

## Communiquer la réduction des méfaits

En novembre dernier, à Bangkok, le Réseau juridique a financé – grâce à une subvention de la Fondation Levi Strauss – un atelier de trois jours sur les communications, à l'intention de 12 militants du domaine du VIH et de l'usage de drogue ayant des expériences et des parcours diversifiés.

Intitulé « Communiquer la réduction des méfaits », l'atelier était organisé par Paisan Suwannawong et Karyn Kaplan, du Thai Drug Users Network (TDN) et du Thai AIDS Treatment Advocacy Group (TTAG), et animé par Fiona Lloyd, spécialiste des communications



*Des participants à l'atelier  
« Communiquer la réduction des méfaits »*

et des médias, établie en Afrique du Sud, qui dirige des programmes destinés à des journalistes et à des militants du domaine du VIH/sida en Afrique et en Asie.

Les participants ont perfectionné leurs compétences de communication, identifié divers messages de réduction des méfaits pertinents au contexte thaïlandais, et examiné le potentiel et les défis du recours aux médias pour véhiculer des messages sur la réduction des méfaits.

Le feedback des participants fut unanimement positif, attestant non seulement de la pertinence de l'atelier dans le contexte thaïlandais, mais aussi de la nécessité d'une telle formation à plus grande échelle.

## Contrefaçon de stratégie sur la drogue?

En novembre, le directeur des communications Leon Mar s'est adressé à un groupe de 45 professionnels de la santé, au South Riverdale Community Health Centre, à Toronto. Cette séance, organisée par le programme de ce centre, en matière de réduction des méfaits, appelé COUNTERfit, portait sur la nouvelle Stratégie nationale antidrogue du gouvernement fédéral.

Leon a présenté un aperçu de la

stratégie ainsi que de la réaction du Réseau juridique à son égard; puis il a expliqué les répercussions possibles de la stratégie pour les programmes et services de réduction des méfaits comme COUNTERfit.

« Bien sûr, l'une de nos principales craintes est l'omission totale du financement pour la réduction des méfaits, dans le nouveau plan du fédéral. Cela n'aura peut-être pas d'impact immédiat sur des programmes comme COUNTERfit, mais nous craignons qu'à plus long terme il y ait un effet de refroidissement à l'égard de tels programmes, aux paliers provincial et municipal », explique-t-il.

La nouvelle stratégie garantit du financement pour l'application des lois et pour les programmes de prévention ainsi que de traitement – trois des quatre voies souvent qualifiées de « piliers » communs à plusieurs stratégies en matière de drogue. Mais le quatrième pilier, la réduction des méfaits – qui inclut l'échange de seringues, les cliniques de méthadone et les lieux sécuritaires pour l'injection – a été aboli.

Pire encore, le ministre de la Santé, Tony Clement, sème la confusion : il prétend que d'autres mesures, comme l'application des lois, constituent à proprement parler des mesures de réduction des méfaits.

Leon a signalé des inquiétudes devant le manque de détails sur les programmes que financera la nouvelle stratégie.

« Verra-t-on de l'argent aller à des programmes de type "Nancy-Reagan-redux", dont la tristement célèbre approche "dites-tout-simplement-non" est un échec démontré? Ou est-ce que les programmes pragmatiques et fructueux, qui sont fondés sur des données, recevront le financement dont ils ont si désespérément besoin? La réponse est loin d'être claire », a averti Leon. **NRJ**

## NOUVEAU CE TRIMESTRE

### Rapports

- Temps dur : programmes de prévention du VIH et de l'hépatite C pour les détenus au Canada  
[www.aidslaw.ca/lesprisons](http://www.aidslaw.ca/lesprisons)
- Perspectives de la société civile quant à l'engagement international du Canada en matière de VIH et de sida  
[www.aidslaw.ca/lespublications](http://www.aidslaw.ca/lespublications)
- L'accès aux médicaments et la propriété intellectuelle : Une réunion d'experts internationaux sur le Régime canadien d'accès aux médicaments, les développements dans le monde et les nouvelles stratégies pour améliorer l'accès  
[www.aidslaw.ca/traitements](http://www.aidslaw.ca/traitements)

### Documents d'information

- Programmes de prévention du VIH et de l'hépatite C pour les détenus au Canada : orientations stratégiques pour l'action  
[www.aidslaw.ca/lesprisons](http://www.aidslaw.ca/lesprisons)

### Questions et réponses

- Le dépistage obligatoire du VIH : questions et réponses  
[www.aidslaw.ca/test](http://www.aidslaw.ca/test)

### Communiqués

Disponibles à [www.aidslaw.ca/medias](http://www.aidslaw.ca/medias)

- 29 novembre 2007 — Les organismes nationaux de lutte au VIH/sida exhortent Ottawa à garantir le maintien du financement actuel des programmes et services locaux liés au sida
- 20 novembre 2007 — Le président du Réseau juridique est le lauréat national d'un prix des Instituts de recherche en santé du Canada
- 20 novembre 2007 — Un nouveau projet de loi antidrogue accroîtra la propagation du VIH
- 2 octobre 2007 — La prolongation à l'Insite : une manœuvre politique plutôt qu'une décision de santé publique — Des données démontrent que le lieu sécuritaire pour l'injection devrait être permanent
- 1<sup>er</sup> octobre 2007 — Ottawa opte pour la « guerre aux drogues » à l'États-unienne, qui ne fonctionne pas — La nouvelle Stratégie nationale antidrogue : une manœuvre politique qui met des vies en jeu